

Vu l'accord du Ministre du Budget au 8 septembre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La valeur de X, visée à l'article 61 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est pour l'année 1995 fixée à 0.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 février 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 september 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De waarde van X, bedoeld in artikel 61 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt voor het jaar 1995 vastgesteld op 0.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 februari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 1076

[C — 2001/22206]

13 MARS 2001. — Arrêté royal portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI,

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Sa Majesté entend exécuter l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

La loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales et autres a complété l'article 102, § 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés par un troisième et un quatrième alinéas libellés comme suit :

« Le travailleur qui est occupé au travail en France et domicilié en Belgique a droit, aux conditions fixées par le Roi, aux allocations familiales pour le premier enfant et pour les enfants âgés de plus de vingt ans qui font partie de son ménage.

Le travailleur qui est occupé au travail aux Pays-Bas et domicilié en Belgique a droit, aux conditions fixées par le Roi, aux allocations familiales pour les enfants âgés de dix-huit ans au moins qui font partie de son ménage. »

L'intention était que des allocations familiales belges soient accordées dans des cas déterminés où un travailleur frontalier aux Pays-Bas ou en France n'obtiendrait (plus) aucunes allocations familiales pour ses enfants à charge de ces pays.

Cette modification légale opérerait toutefois une discrimination entre les travailleurs frontaliers qui sont occupés aux Pays-Bas ou en France et ceux qui sont occupés dans un autre pays.

De plus, le législateur avait mal défini le groupe cible dans l'article 102, alinéas 3 et 4, des lois coordonnées prérappelées.

C'est aussi pourquoi il n'est pas possible sur base de ces dispositions de résoudre le problème des travailleurs frontaliers, bien que toutefois c'était l'intention explicite du législateur d'apporter une solution à ce problème.

Afin de prévenir toute contestation à propos de la discrimination dont question ci-avant, il s'est indiqué de n'accorder aucune exécution à cette modification légale.

L'idée a été avancée qu'une réglementation non discriminatoire à l'intention des travailleurs frontaliers puisse être mise en place sur base de l'article 102, alinéas 1^{er} et 2, des lois coordonnées prérappelées.

En effet, cette disposition prévoit que le Roi peut, sur proposition du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, charger cet Office national d'octroyer les prestations familiales dans des catégories de cas dignes d'intérêt qu'il détermine.

Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions détermine, sur proposition du Comité de gestion de l'Office national, les conditions auxquelles ces prestations familiales sont accordées à ces catégories de personnes.

N. 2001 — 1076

[C — 2001/22206]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

VERSLAG AAN DE KONING,

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Zijne Majesteit voor te leggen, wil uitvoering geven aan artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

De wet houdende fiscale en andere bepalingen d.d. 4 mei 1999 heeft artikel 102, § 1, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders aangevuld met een derde en een vierde lid, luidend als volgt :

« Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, heeft de werknemer die in Frankrijk tewerkgesteld is en in België woont, recht op kinderbijslag voor het eerste kind en voor kinderen ouder dan twintig jaar die deel uitmaken van zijn gezin.

Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, heeft de werknemer die in Nederland tewerkgesteld is en in België woont, recht op kinderbijslag voor kinderen vanaf achttien jaar die deel uitmaken van zijn gezin.

Hierdoor wordt beoogd dat in bepaalde gevallen dat een grensarbeider in Nederland of Frankrijk voor wiens kinderen geen kinderbijslag (meer) kan worden toegekend door deze landen, Belgische kinderbijslag zou worden toegekend.

Deze wetswijziging bracht echter een discriminatie tot stand tussen grensarbeiders die tewerkgesteld zijn in Nederland of Frankrijk en dezen die in een ander land zijn tewerkgesteld.

Daarnaast had de wetgever de doelgroep in artikel 102, derde en vierde lid, van bovenvermelde samengeordende wetten verkeerd omschreven.

Het is daarom dan ook niet mogelijk dat op grond van deze bepalingen het probleem van de grensarbeiders wordt opgelost, alhoewel het nochtans de duidelijke intentie van de wetgever was om aan dit probleem een oplossing te bieden.

Ten einde een aanvechting van bovenvermelde discriminatie te voorkomen, leek het aangewezen aan deze wetswijziging geen uitvoering te verlenen.

Er werd gemeend dat een niet-discriminerende regeling ten aanzien van de grensarbeiders kon worden uitgewerkt op grond van artikel 102, § 1, eerste en tweede lid, van bovenvermelde samengeordende wetten.

Immers, deze bepaling stelt dat de Koning, op voorstel van het Beheerscomité van de R.K.W., deze Rijksdienst kan belasten met het toekennen van gezinsbijslag in categorieën van behartigenswaardige gevallen die Hij bepaalt.

De Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt op voorstel van het Beheerscomité van de R.K.W. de voorwaarden waaronder deze gezinsbijslag wordt toegekend aan deze categorieën van personen.

Le projet d'arrêté royal, qui est soumis à votre signature, vise à assurer le paiement des prestations familiales belges du chef des personnes domiciliées en Belgique (pour qui le Règlement (C.E.E.) n° 1408/71 est applicable) qui sont occupées au travail dans un autre Etat membre de l'Union Européenne comme travailleur frontalier (c.à d. qui retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine) ou bénéficient d'une prestation sociale à charge du dernier pays d'emploi parce qu'ils se trouvent dans une situation assimilée après avoir exercé une telle activité.

Ces allocations familiales peuvent toutefois seulement être accordées s'il n'existe pas déjà un droit en application d'une autre réglementation belge (par exemple le régime des travailleurs indépendants) ou étrangère, ou en vertu des dispositions applicables au personnel d'une institution de droit international public.

Le Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S. a formulé la proposition le 18 janvier 2000 (proposition n° 156).

L'Inspecteur des Finances a donné son avis le 4 juillet 2000.

Le Ministre du Budget a donné son accord le 20 septembre 2000.

Le Conseil d'Etat a remis son avis 30.751/1, dont une photocopie en annexe.

Le Conseil d'Etat en la matière doute de la validité de la base légale au motif qu'il considère comme trop large la délégation de compétence accordée au Roi (article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er} prérappelé), laquelle a été insérée par l'arrêté royal du 10 décembre 1996 portant certaines mesures relatives aux prestations familiales en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Le fait est que le Parlement a clairement marqué son accord que le Roi reçoive la compétence pour, sur proposition du Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S., charger cet Office national d'octroyer les prestations familiales dans des catégories de cas dignes d'intérêt qu'il détermine, sans que des contraintes supplémentaires soient imposées.

Il appartient en conséquence au Roi de qualifier cette notion digne d'intérêt.

Vu le fait que conformément à la disposition légale prérappelée une proposition doit émaner du Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S., lequel est composé des partenaires sociaux et des organisations des familles, pour qui la catégorie représentée doit par définition aussi être considérée comme digne d'intérêt, on peut admettre qu'une contrainte intrinsèque est manifestement présente.

Par ailleurs, il est assez difficile de défendre que, dans la société d'aujourd'hui, des parents qui habitent en Belgique avec leurs enfants qui suivent l'enseignement dans une école belge soient privés de toutes allocations familiales parce qu'ils sont occupés au travail dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ne peuvent être considérés comme une catégorie digne d'intérêt.

Dans chacun de nos pays voisins, en pareil cas, les allocations familiales nationales sont du reste accordées par le pays de résidence.

Je suis donc persuadé que l'on peut conclure que le présent projet d'arrêté royal est pris dans le cadre de la compétence qui a été attribuée au Roi conformément à l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées prérappelées.

La délégation en question de compétence attribuée au Roi, à savoir l'octroi des prestations familiales dans des catégories dignes d'intérêt et sur proposition du Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S., s'est réalisée avec l'approbation formelle du Parlement.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,

F. VANDENBROUCKE

Het ontwerp van koninklijk besluit, dat u ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt de betaling van Belgische gezinsbijslag uit hoofde van in België wonende personen (op wie de Verordening (EEG) nr. 1408/71 van toepassing is) die tewerkgesteld zijn in een andere Lid-staat van de Europese Unie als grensarbeider (d.w.z. dat hij in beginsel dagelijks en minstens éénmaal per week terugkeert) of een sociale uitkering genieten lastens het vroegere land van tewerkstelling omdat ze zich in een gelijkgestelde situatie bevinden na een dergelijke tewerkstelling.

Deze kinderbijslag kan evenwel slechts toegekend worden in de mate dat er niet reeds een recht bestaat uit hoofde van een andere Belgische (bijvoorbeeld de zelfstandigenregeling) of buitenlandse regeling, of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

Het Beheerscomité van de R.K.W. deed het voorstel (voorstel nr.156) op 18 januari 2000.

De Inspecteur van Financiën gaf zijn advies op 4 juli 2000.

De Minister van Begroting gaf zijn akkoordbevinding op 20 september 2000.

De Raad van State verstrekke zijn advies 30.751/1, waarvan een fotokopie als bijlage.

Hierin twijfelt de Raad van State aan de deugdelijkheid van de rechtsgrond omdat de delegatie van bevoegdheid aan de Koning (bovenvermeld artikel 102, § 1, eerste lid), welke werd ingevoerd bij koninklijk besluit van 10 december 1996 houdende bepaalde maatregelen betreffende de gezinsbijslag, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, als ruim wordt beschouwd.

Feit is dat het Parlement er duidelijk mee akkoord ging dat de Koning de bevoegdheid kreeg om, op voorstel van het Beheerscomité van de R.K.W., deze Rijksdienst te belasten met het toekennen van gezinsbijslag in categorieën van behartigenswaardige gevallen die Hij bepaalt, zonder dat hierbij bijkomende beperkingen werden opgelegd.

Het behoort bijgevolg aan de Koning deze behartigenswaardigheid te kwalificeren.

Gelet op het feit dat er krachtens voormelde wetsbepaling een voorstel dient te zijn vanuit het Beheerscomité van de R.K.W., welke is samengesteld uit de sociale partners en de gezinsorganisaties, voor wie de voorgestelde categorie per definitie eveneens als behartigenswaardig moet worden geacht, mag men stellen dat er duidelijk een intrinsieke beperking aanwezig is.

Het is overigens in de huidige samenleving nog moeilijk te verdedigen dat ouders, die in België wonen met kinderen die in een Belgische school onderwijs volgen, en uitgesloten worden van enige kinderbijslag omdat ze in een andere Lid-staat van de Europese Unie tewerkgesteld zijn, niet als een behartigenswaardige categorie kunnen worden beschouwd.

In elk van onze buurlanden wordt immers in een dergelijk geval door het woonland de nationale kinderbijslag toegekend.

Ik ben dan ook overtuigd dat men kan concluderen dat het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit wordt genomen binnen de bevoegdheid die aan de Koning wordt verleend krachtens artikel 102, § 1, eerste lid, van de voormelde samengeordende wetten.

De betrokken delegatie van bevoegdheid aan de Koning, met name de toekenning van gezinsbijslag in behartigenswaardige categorieën en op voorstel van het Beheerscomité van de R.K.W., gebeurde met de uitdrukkelijke goedkeuring van het Parlement.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,

F. VANDENBROUCKE

13 MARS 2001. — Arrêté royal portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, rétabli par l'arrêté royal du 10 décembre 1996;

Vu la proposition n° 156 du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, émis le 18 janvier 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 4 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés est chargé d'octroyer les prestations familiales du chef des travailleurs salariés résidant en Belgique qui tombent sous l'application du Règlement (CEE) n° 1048/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et qui, conformément à l'article 1^{er} de ce Règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971, sont mis au travail comme travailleurs frontaliers ou bénéficient d'une prestation parce qu'ils se trouvent dans une situation assimilée après avoir exercé une telle activité.

Le droit aux allocations familiales que les travailleurs frontaliers ont en vertu de l'alinéa 1^{er}, est tributaire de l'absence d'un droit aux allocations familiales en application d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères, ou en vertu de dispositions applicables au personnel d'une institution de droit international public.

Le droit à l'allocation de naissance ou à la prime d'adoption que les travailleurs frontaliers ont en vertu de l'alinéa 1^{er} est tributaire de l'absence d'un tel droit en application d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères, ou en vertu de dispositions applicables au personnel d'une institution de droit international public.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 102, § 1, eerste lid, hersteld bij het koninklijk besluit van 10 december 1996;

Gelet op het voorstel nr. 156 van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, uitgebracht op 18 januari 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 4 juli 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 september 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers wordt belast met het toekennen van gezinsbijslag uit hoofde van in België wonende werknemers die onder de toepassing vallen van de Verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de toepassing van de sociale verzekeringsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, en die overeenkomstig artikel 1 van dezelfde Verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 als grensarbeider tewerkgesteld zijn of een sociale uitkering genieten omdat ze zich in een gelijkgestelde situatie bevinden na een dergelijke tewerkstelling.

Het recht op kinderbijslag dat de grensarbeiders krachtens het eerste lid bezitten is afhankelijk van het ontbreken van een recht op kinderbijslag bij toepassing van andere Belgische of buitenlandse wets- of reglementsbepalingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

Het recht op kraamgeld of adoptiepremie dat de grensarbeiders krachtens het eerste lid bezitten is afhankelijk van het ontbreken van een dergelijk recht bij toepassing van andere Belgische of buitenlandse wets- of reglementsbepalingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 juli 1999.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 1077

[2001/22233]

15 MARS 2001. — Arrêté ministériel déterminant les conditions suivant lesquelles les prestations familiales sont octroyées du chef des travailleurs frontaliers

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 102, § 1^{er}, alinéa 2, rétabli par la loi du 4 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 2001 portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 1^{er};

Vu la proposition n° 156 du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, émise le 18 janvier 2000;

N. 2001 — 1077

[2001/22233]

15 MAART 2001. — Ministerieel besluit tot bepaling van de voorwaarden waaronder gezinsbijslag wordt toegekend uit hoofde van grensarbeiders

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 102, § 1, tweede lid, hersteld bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 2001 tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het voorstel nr. 156 van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, uitgebracht op 18 januari 2000;